



Le nouveau code du travail (loi sur le travail) approuvé le 29 juillet 2010 par le Congrès de l'Etat espagnol a été durci, comparé au projet initial [1]. Ainsi se confirme un des principes de la politique de gestion capitaliste actuelle : tout ce qui se réforme va dans le sens d'une péjoration de la copie originale. Cette contre-réforme donne encore plus, selon certains (entre autres le dirigeant des Commissions ouvrières, Toxo, et celui de l'UGT, Candido Mendez), de fondements à la grève générale. Effectivement. Mais, cela dit, que pouvons-nous faire ?

En effet, depuis l'appel à la grève générale – fait à l'occasion de la grève de juin 2010 – qu'on fait et que font pour la préparer les Commissions ouvrières (CCOO) et l'UGT (Union générale des travailleurs), sans même mentionner les autres syndicats qui appuient cet appel ? J'affirme : « cela ne se voit pas ». Il est évident que des réunions se font, que la machine interne est en préparation, de manière plus ou moins intense selon les secteurs et les fédérations. Toutefois, une grève générale est une action qui vise à avoir un impact général sur les citoyens. Dès lors, sa préparation doit « se voir », particulièrement lorsqu'un des objectifs importants de sa préparation est de créer une ambiance de mobilisation qui pousse à s'engager les personnes indécises à et celles qui pensent : « dans tous les cas, cela ne servira à rien ».

Convoquer une grève générale trois mois à l'avance a été une décision sans précédent et fort risquée. Le dirigeant des Commissions ouvrières, Fernandez Toxo, a affirmé que repousser l'appel à la grève générale à fin juin-début juillet aurait été une « tromperie », une « comédie ». Cette argumentation a été avancée pour ne pas reconnaître publiquement un problème réel, qui s'est confirmé de manière manifeste lors de la grève de la fonction publique le 8 juin dernier : à savoir que, pour des raisons diverses, lointaines et proches, politiques et sociales – qui ne peuvent être analysées dans les limites de cette note – seule une minorité des salarié·e·s était motivée pour s'engager dans une grève générale. Et, cela même si une immense majorité de la population rejette les « réformes présentes et futures » du gouvernement.

Il est évident que convoquer une grève générale dans un temps relativement bref impliquait le risque que son impact soit faible ; ce qui s'est manifesté à l'occasion de la grève du 29 juin 2010 en Euskadi [Pays basque], une faiblesse de plus mise en relief par les médias.

Toutefois, un délai aussi long entre l'appel à la grève générale et sa réalisation porte en lui des risques très sérieux : par exemple, que la préparation de la grève soit en quelque sorte sous l'influence des vacances jusqu'en septembre, alors que le gouvernement et les organisations patronales ne prennent pas de vacances, mais font le contraire, comme nous pouvons le voir quotidiennement.

Aujourd'hui, nous pouvons faire le constat que la grève appelée pour le 29 septembre n'est pas considérée comme une menace significative par aucun des promoteurs de la réforme de la législation sur le travail. Il en va de même pour les contre-réformes à venir portant sur le système des retraites et les règles régissant la négociation collective. Ces forces continuent à agir comme s'il n'existait pas un obstacle majeur à la réalisation de ces contre-réformes, même si obstacles il devait y avoir.

A la veille du 1er août 2010, il ne semble pas que la priorité soit de se plaindre du manque de moyens mis en œuvre et du temps perdu. Toutefois, le travail qui reste à faire pour que le 29 septembre ne se conclut pas comme une sorte de « tromperie », « comédie » est énorme. Il n'est pas vrai que l'on a gagné toutes les grèves générales. Et, certainement, celle qui se profile est parmi les plus difficiles. L'optimisme de la volonté est bien pour autant qu'il ne nous fasse pas oublier que nous ramons contre le courant et que chaque mètre gagné va nous coûter beaucoup d'efforts.

Le mercredi 27 juillet, Toxo a affirmé : de la résignation on peut passer à la détermination facilement et il n'y a qu'un petit pas entre les deux. Très bien. Mais il n'y a aussi qu'un petit pas pour se replier sur la résignation dans la mesure où l'adversaire fait ce qu'il faut pour gagner et où on lui oppose des déclarations et des mises en garde distantes de toute riposte effective. Certes, le 29 septembre a pour but de faire obstacle aux plans gouvernementaux et patronaux. Mais, la menace de la grève générale en tant que telle ne bâtit pas cet obstacle. Depuis le 14 décembre 1988, il n'a jamais existé une possibilité et une nécessité aussi grande de lutter d'une manière unitaire pour la gauche sociale et politique. Chacun à sa part de responsabilité pour que cette possibilité et cette nécessité se réalisent. Néanmoins la responsabilité fondamentale repose dans les mains des CCOO et de l'UGT qui, en outre, disposent de la possibilité de commencer, de la sorte, à récupérer le terrain perdu. Cela particulièrement pour les CCOO, qui

ont perdu de l'influence et de l'autorité politique.

Si nous ne profitons pas de l'occasion – c'est-à-dire si le 29 septembre ne se transforme pas en un moteur et un symbole d'un changement d'orientation – de passer d'un dialogue social qui désoriente à la construction d'un réseau de résistance sociale et politique, nous allons tout perdre. Les dirigeants de l'UGT et spécialement des CCOO le savent. On va voir s'ils en prennent bonne note.

[1] Voir sur le site ESSF l'article de Daniel Albarracin en date du 16 juin 2010 : [Etat espagnol : une réforme du code du travail qui facilite et qui banalise le licenciement](#)

Miguel Romero est l'éditeur de la revue Viento Sur. Cet article a été écrit le 30 juillet 2010. Traduction A l'encontre. (www.alencontre.org)